

29 février 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations entre la France et les Pays-Bas, la construction européenne, l'élargissement de l'UE et la défense européenne, La Haye le 29 février 2000.

Monsieur le Premier ministre,

Cher Wim Kok,

Chère Rita,

Mesdames, messieurs,

Avant de dire quelques mots, je voudrais vous dire mon émotion. Nous avons été, ici, chez vous, reçus depuis hier d'une façon exceptionnelle. Exceptionnelle par le coeur. Sa Majesté la Reine, tout au long de la journée d'hier, nous a accompagnés, aujourd'hui aussi, le Premier ministre, cher Wim, nous a réservé des attentions particulières qui nous ont beaucoup touchés.

Et puis, ce soir, un nouvel accueil, et un accueil francophone. Je veux dire, tout est dans la subtilité de la gentillesse et de l'attention. Je ne sais pas si beaucoup ici se serviront du texte déposé sur les tables, mais ce que je sais, c'est que recevoir des Français ici, et le faire en français, on ne peut pas imaginer plus de raffinement dans la distinction, dans l'élégance et dans l'hospitalité. Je terminerai ce voyage, sur véritablement, une merveilleuse impression, et je voudrais vous exprimer, à chacune et à chacun d'entre vous, ma gratitude, celle de mon épouse et celle de ma délégation.

Je sais que votre Président M. NOUWEN a présidé pendant de longues années le très puissant Automobile Club des Pays-Bas. Cette prestigieuse association accompagne les centaines de milliers de vos compatriotes qui, chaque année, se rendent en France. Après des siècles et des siècles où nous, Européens, nous sommes rendus des visites pas toujours amicales, cette invasion estivale et pacifique est, soyez en sûrs, bienvenue chez nous.

Ici, dans cette prestigieuse salle des Chevaliers, qui évoque l'histoire exemplaire de votre pays et la contribution de vos Etats Généraux à l'élan démocratique européen, je voudrais saluer, simplement et de tout coeur, le grand peuple néerlandais, pionnier de la tolérance et de la liberté. Je voudrais saluer ses réussites passées et présentes, réussites économique, politique et sociale. Et ce soir, je voudrais évoquer devant vous la relation forte, parfois passionnée, si singulière aussi, qui unit nos deux peuples. Et vous convaincre que cette relation est une chance pour l'Europe que vous et nous souhaitons construire ensemble, une Europe généreuse, respectueuse, comme le disait tout à l'heure M. Wim Kok, de l'âme et de l'identité de chacun.

*

Proche et sensible, ces deux mots caractérisent bien la relation entre les Pays-Bas et la France. Proches, par la géographie. Voisins, nous fûmes aussi rivaux, et parfois, tu l'as rappelé mon cher Wim, adversaires.

Proches surtout, depuis l'amitié légendaire qui unissait Guillaume d'Orange et Henri IV, personnages qui comptent parmi les plus populaires de nos histoires et dont l'entente permit aux Pays-Bas de conquérir leur liberté.

Proches depuis que tant de nos penseurs, de nos écrivains -Voltaire, Montesquieu, Rousseau, Diderot- ont trouvé chez vous la liberté qui manquait alors en France. Combien de grands

manuscrits ont, grâce à vos imprimeurs, accédé à la postérité ? Descartes ne voyait guère, je le cite, " d'autres pays où l'on puisse jouir d'une liberté si entière, où l'on puisse dormir avec moins d'inquiétude ". Je n'oublie pas non plus que votre pays a très souvent été le refuge de ceux qui durent fuir l'intolérance.

Proche, notre relation l'est aujourd'hui, Monsieur le Premier Ministre, mon cher Wim, et plus encore depuis votre visite à Paris il y a quelques mois. Grâce à nos échanges, grâce à notre forte solidarité économique, nous sommes des partenaires de premier plan dans l'Union, et aussi dans le monde.

Mais nous savons d'expérience que, malgré sa densité, notre relation n'est pas à l'abri d'une incompréhension ou d'un malentendu. C'est sans doute parce que nos deux peuples, nos deux vieilles nations incarnent deux fortes personnalités qui symbolisent d'ailleurs à la fois la diversité mais aussi la richesse de l'Europe.

*

Différents, nous le sommes d'abord du fait des contraintes de la nature et du climat. Quand les Français n'ont eu qu'à défricher, les Néerlandais ont dû gagner sur les éléments, se battre contre les vents et contre les marées !

Différents, nous le sommes par notre histoire et par la construction de nos nations. Quand votre pays naissait de l'union de provinces indépendantes, la France poursuivait un effort multiséculaire de construction d'un Etat centralisé. Tandis que votre peuple, pour se prémunir des abus des provinces, s'est donné un Roi, le nôtre, pour s'affranchir de l'absolutisme, a choisi la République. Les lois de la nature, la liberté de l'esprit, les nécessités économiques vous ont portés à vous ouvrir au monde et ont fait naître, chez vous, une formidable capacité d'adaptation et de modernité. Pour leur part, les Français sont volontaristes et sont convaincus que les idées forgeront l'avenir.

Ces différences, pourquoi le nier, nous conduisent parfois à des prises de position divergentes. Ainsi, ce que nous prenons de temps en temps pour un laisser faire excessif, est pour vous une légitime tolérance.

Vous aurez compris que je pense notamment au problème de la drogue, dont nous avons parlé si longtemps, Wim Kok et moi, et sur lequel nous avons fini par nous comprendre, et par, la main dans la main, engager une action positive et conforme à nos intérêts réciproques. Si des différences subsistent, nous avons su trouver le chemin d'une coopération positive. Elle nous a permis de progresser. Sans rien renier de nos convictions. Eh bien, c'est la bonne voie pour nous entendre, et celle que nous devons poursuivre chaque fois que l'occasion s'en présente.

Ce que je veux souligner, c'est que nos différences résultent de nos fortes identités. Mais nous pouvons, j'en suis convaincu, à travers l'amitié et le dialogue, l'estime qu'en fait nous nous portons, nous pouvons les dépasser en pensant d'abord à l'objectif qui nous rassemble, c'est ce qu'a évoqué tout à l'heure le Premier ministre : la construction de l'Europe. Ce qu'il faut, en revanche, c'est effacer les clichés et les stéréotypes qui brouillent encore la vision que nous avons parfois les uns des autres.

Permettez moi donc, dans cet esprit, de vous parler un peu de mon pays. On ne parle bien, si j'ose dire, que de ce que l'on connaît.

Je sais le regard que vous portez parfois sur la France. Elle est, pensez-vous, le pays du " tout Etat ". Eh bien, je vais vous dire, elle l'est de moins en moins. C'est vrai, nous avons une forte culture d'Etat. Pourtant, les choses changent, elles bougent.

Depuis vingt ans, la décentralisation a conféré aux collectivités locales, aux régions, aux départements, aux communes, des pouvoirs considérables, ce qui n'aurait pas été imaginable il y a trente ou quarante ans. Elle a rapproché la décision politique des besoins des citoyens. Elle nous a apporté une souplesse qui nous manquait.

Engagé depuis quinze ans, le mouvement de privatisations est proche de son terme. Aujourd'hui, l'entreprise est le domaine privilégié de l'initiative privée.

En même temps, l'Etat se recentre sur ses grandes missions, qu'il assume mieux : la sécurité et la défense, la justice, mais aussi l'enseignement et la préparation de l'avenir, la solidarité et la

cohésion sociale auxquelles vous et nous sommes si attachés et qui sont d'ailleurs la marque de notre modèle européen.

Je sais aussi que, vivant depuis quatre siècles la globalisation des échanges, il vous est arrivé de voir dans la France un pays ayant des réflexes protectionnistes.

Pourtant, nous sommes devenus l'un des pays les plus ouverts. Le quatrième importateur et exportateur du monde, le second exportateur pour les services et le premier pour les produits agricoles transformés. La France est aussi la troisième destination des investissements internationaux et elle se situe chaque année dans le peloton de tête des grands investisseurs mondiaux. Mais surtout elle a bâti, avec les Pays-bas, l'ensemble économique le plus puissant et le plus ouvert du monde : l'Union européenne.

Et la France, avec ses partenaires, a encouragé une véritable mutation dans la vie de ses entreprises. Shell et Unilever symbolisent ici, depuis des décennies, la capacité des Néerlandais à conjuguer des cultures différentes. Depuis des années, les entreprises françaises témoignent avec dynamisme des mêmes qualités. Elles développent avec succès les fusions et les coopérations internationales. La naissance de l'Euro a accéléré la création de grands groupes européens. Tous les secteurs sont concernés, y compris aujourd'hui et plus encore demain celui de la défense.

La France, je le sais, étonne aussi par son attachement à sa langue et à sa culture, et par sa détermination à les défendre. Peut-être y voyez-vous, là encore, un esprit protectionniste, le refus de changer, peut-être même de l'arrogance, nourrie de nostalgie ?

C'est tout le contraire. Nous sommes pleinement engagés dans la mondialisation. Mais nous voulons, en même temps, préserver les traditions et la diversité culturelle qui fondent la richesse de l'humanité. L'ouverture ne doit pas signifier l'uniformisation. Pas plus que vous, nous ne voulons pas perdre notre âme. La mondialisation, nous voulons ce qu'elle a de meilleur : l'essor économique, la création d'emplois, le progrès social. Mais nous voulons qu'elle soit maîtrisée, qu'elle respecte notre identité comme celle de tous les peuples. Et au fond, cher Wim, y a-t-il vraiment un peuple plus attaché à son identité et aussi à sa langue que les Pays-Bas d'aujourd'hui ?

*

Enfin, ce qui change, c'est que désormais Néerlandais et Français se retrouvent sur l'Europe. Longtemps les Néerlandais ont craint qu'un attachement continental trop fort ne bride leur vocation naturelle à commercer et à agir dans le monde tout entier, ce qui est leur vocation et leur histoire. L'Europe représentait à vos yeux un risque de coupure avec le grand large. Vous militiez pour le fédéralisme alors que la France était attachée à défendre l'Europe des nations. Enfin, nous recherchions par des voies différentes à combiner solidarité atlantique et solidarité européenne.

Ces débats, ces interrogations, un demi-siècle de vie commune dans l'Europe les ont balayés.

Ensemble nous avons su inventer une démarche sans précédent dans l'Histoire et sans équivalent dans le monde. Nous avons su combiner efficacement ce qu'exige l'union, par exemple l'Euro, et l'attachement à nos Etats-nations.

Aujourd'hui, vous et nous partageons la même vision. En construisant l'Europe, nos pays ont toujours cherché la meilleure façon de garantir leurs intérêts, c'est normal. L'Union nous a appris à conjuguer et à faire progresser ensemble ces ambitions nationales légitimes. De négociations en compromis, difficiles et souvent tardifs, eh bien, nous y sommes toujours parvenus, avec plus ou moins de bonne humeur, c'est vrai, mais toujours. Et l'Europe est devenue une grande puissance économique, la première du monde. Elle est aujourd'hui bien davantage que la simple addition de nos forces nationales.

Cette Europe, nous la souhaitons rayonnante, capable de porter, au-delà de ses frontières, ses idéaux et ses valeurs, celle qu'évoquait tout à l'heure votre Premier ministre.

Sur notre continent, la dynamique communautaire a magistralement joué son rôle en faveur de la démocratie et de la paix. Depuis la chute du mur de Berlin, notre Union, par l'attraction qu'elle exerce, est devenue le principal facteur de stabilité en Europe centrale et orientale. Elle est un exemple pour les pays candidats à l'adhésion. Elle les encourage avec succès à surmonter leurs querelles héritées de l'Histoire

QUESTIONS POSÉES DE L'HISTOIRE.

En se dotant d'une monnaie unique, l'Union apporte davantage de stabilité au système financier international.

En faisant vivre chez elle son modèle social, dont vous êtes probablement le meilleur exemple, elle prouve que l'on peut concilier une forte solidarité et la compétitivité économique.

En faisant vivre sa diversité culturelle, elle prouve que l'on peut résister à l'uniformisation des modes de vie et des cultures.

C'est ainsi que l'Europe contribue à maîtriser et à humaniser la mondialisation.

Mesdames, messieurs,

Le 1er juillet prochain, la France succédera au Portugal à la présidence de l'Union, alors que celle-ci doit franchir des étapes importantes de son histoire. Pour progresser, l'Union européenne a besoin, notamment aujourd'hui, d'une relation néerlandaise-française confiante et intense.

Unissons nos efforts pour réussir l'élargissement de l'Union ! En s'ouvrant à treize pays candidats, qui seront plus tard, je l'espère, rejoints par ceux des Balkans occidentaux, l'Union affirme sa vocation à rassembler toute la famille européenne. Quel défi que l'intégration progressive, dans l'Union, de quelques 200 millions d'hommes et de femmes appartenant à une vingtaine de pays !

Mais avant d'ouvrir sa porte, l'Union doit réformer ses institutions. Vous et nous appartenons à la petite poignée des fondateurs qui ont lancé la construction européenne, les premières puissances. Quand, en 1957, à Rome, nos prédécesseurs ont scellé notre communauté de destin, l'ambition et l'audace étaient déjà au rendez-vous. Mais la pratique était plus simple. C'était l'Europe des Six.

Un demi-siècle plus tard, c'est tout le continent que nous devons organiser : comment faire vivre une communauté de peuples aussi différents par leur niveau de vie mais aussi par leur culture et par leur histoire ? Comment le faire, tout en poursuivant l'approfondissement indispensable de nos politiques communes ? C'est dès aujourd'hui que nous devons adapter notre mode de fonctionnement pour garder à l'Union sa capacité d'action, pour lui permettre d'aller de l'avant. Mais l'Europe est bien davantage qu'un grand marché doté d'institutions efficaces. Elle s'est bâtie au lendemain de la guerre pour empêcher tout retour en arrière et pour enraciner ce qui est au cœur de votre propre civilisation, c'est-à-dire nos valeurs démocratiques.

Vous et nous sommes également attachés à cette dimension éthique de l'Europe. Notre Union vit un moment un peu critique avec l'entrée d'un parti politique extrémiste et xénophobe dans le Gouvernement de l'un des siens. Ensemble, nous devons réaffirmer et défendre les valeurs qui fondent notre Europe : le respect de l'homme, de ses droits, de sa dignité, le respect de la tolérance et de l'humanisme.

Ensemble, aidons l'Europe à promouvoir ces valeurs sur l'ensemble de la scène internationale !

*

Jadis nos deux peuples se sont lancés à la conquête du monde. Ils ont bâti, parfois en s'opposant, deux grands empires et ont gardé des liens étroits avec plusieurs continents. Albert Camus aimait les Pays-Bas qui, écrivait-il, ne sont " pas seulement l'Europe des marchands, mais la mer, la mer qui mène à Cipango ", ce Japon dont vous revenez, mon cher Wim.

Contribuons à rapprocher l'Europe des grands pôles qui s'organisent partout dans le monde ! L'Asie en particulier dont vous, Néerlandais, avez une connaissance si profonde et si intime. Le monde a besoin d'équilibre. Il a besoin du dialogue privilégié noué par l'Europe avec les autres ensembles de notre planète.

Le monde a aussi besoin de solidarité envers les pays les plus démunis. Je veux saluer la constance et la force de l'engagement des Pays-Bas. Ici, l'aide publique au développement est, comme la nôtre d'ailleurs, avec celle du Japon, l'une des plus élevées. Restons mobilisés en faveur des pays les plus pauvres, notamment en Afrique, des pays qui se sont engagés dans la voie du redressement et qui ont besoin de notre soutien.

Au-delà, je suis convaincu que le moment est venu pour l'Europe d'apporter toute sa contribution à la sécurité de notre continent et du monde. Ensemble, faisons progresser l'Europe de la Défense ! Vous et nous avons soutenu avec la même énergie et efficacité l'intervention au

Kosovo. Vous et nous avons tiré les mêmes conclusions de cette expérience. Le Conseil européen d'Helsinki a marqué une étape décisive avec l'adoption d'un plan d'action ambitieux. Ce dossier sera l'une des priorités de la présidence française.

Dans cette perspective, nous devons nous concerter étroitement et nous l'avons encore fait aujourd'hui. Je sais les débats que suscite l'Europe de la Défense dans votre pays et il sont légitimes. Je tiens à vous dire ce soir qu'à mes yeux, il n'y a aucune, je dis bien aucune, opposition entre ce projet et le maintien nécessaire de la solidarité atlantique auquel nous sommes aussi attachés que vous. Au contraire, c'est en bâtissant une défense européenne que nous renforcerons notre Alliance. Une Alliance plus solide parce que plus équilibrée et plus responsable. En tous les cas, dans notre esprit, il ne saurait y avoir de contradiction entre le renforcement de l'Europe de la défense et la solidarité atlantique.

Les Pays-Bas ont un rôle essentiel à jouer dans le dispositif qu'il nous faut mettre en place d'ici la fin de l'année, nous en avons parlé et nous cheminons de concert.

Je sais votre engagement constant aussi dans les opérations de maintien de la paix. Nos soldats, depuis des années, sont côte à côte sur bien des terrains. Je me rappelle que nous étions côte à côte en 1995, lorsqu'a été créée à mon initiative la Force de Réaction qui, à Sarajevo, a marqué un tournant vers la paix. Mais nous n'étions alors que trois, les Anglais, vous-mêmes et nous. Cette paix dont la cause est si chère aux Pays-Bas, patrie de Grotius, le fondateur du droit entre les nations. Un pays fier d'accueillir sur son sol ces grandes institutions, la Cour Internationale de Justice et le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, que j'ai eu l'honneur de visiter cet après-midi.

*

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, mon cher Wim, au-delà du message d'amitié et de considération que je veux adresser aux élites néerlandaises rassemblées ce soir, c'est à une coopération plus étroite, à un vrai partenariat, celui de l'intérêt, mais aussi celui des valeurs partagées, en un mot celui du cœur comme de l'esprit, que je souhaite inviter nos deux peuples. Et au terme de ces deux jours, si forts pour moi, passés parmi vous, j'ai le sentiment que ce message a été reçu et compris. Tout à l'heure, à l'issue de cette visite d'Etat, je quitterai les Pays-Bas avec l'assurance de vous retrouver bientôt. Je sais que, dans quelques mois, la présidence française de l'Union aura à ses côtés le soutien exigeant mais résolu des Pays-Bas. Et je sais que, dans toutes les occasions où nous aurons à travailler ensemble, nous nous connaissons désormais mieux et la confiance réciproque sera renforcée.

Je sais aussi que, dans quelques mois, nos deux pays auront l'occasion de s'affronter sur les nouveaux champs de bataille de l'Europe, que Wim Kok rappelait tout à l'heure. Je pense naturellement à l'EURO 2000, que vous accueillerez. Une fois de plus, nos équipes y donneront le meilleur d'elles-mêmes. C'est aussi cela l'Europe.

Je vous remercie.